

ques a pris position très nettement. Il est douteux que l'Angleterre soit allée à Genève pour favoriser la formation de cartels dans l'industrie lourde ou encore pour contribuer activement à la suppression des barrières de douanes. Elle essayera, au contraire, par tous les moyens d'empêcher de tels accords de se réaliser.

L'Angleterre à trop d'intérêts à ce que les Etats capitalistes de l'Europe restent divisés pour s'intéresser autrement qu'à rebours aux conversations de Genève. Même l'espoir de constituer un front unique du capitalisme européen contre l'U. R. S. S. ne parviendra pas à contrebalancer la répugnance qu'elle éprouve à entrer dans une entente économique avec les Etats du continent (1).

**

Enfin, la participation de l'U. R. S. S. à la Conférence, l'attitude sans équivoque prise par ses représentants, les propositions concrètes formulées par eux (bien qu'ils ne se fissent aucune illusion sur le sort réservé à de telles propositions) pour améliorer la situation des travailleurs dans le monde, la confrontation publique faite entre les doctrines capitalistes et socialistes, la dénonciation des pactes hypocrites et des buts de guerre poursuivis à la faveur de soi-disant accords —, n'est pas une des moindres contradictions internes de la Conférence même. La

(1) Au sujet de l'attitude éventuelle de l'Angleterre en face du cartel du charbon, voici ce qu'écrivait, il y a quelques jours, sous le titre « Genève et le problème charbonnier », le *Journal of Commerce* de Cardiff :

« Notre politique doit tendre, par une exploitation plus économique et par une meilleure organisation de la vente, à produire du charbon de qualité supérieure à des prix relativement bas, de façon à ruiner, et en fin de compte, à détruire les politiques nationalistes poursuivies en France et dans les autres pays étrangers. Il n'est pas de politique qui puisse faire autant pour le bien-être matériel des pays européens que celle qui favorise le commerce international; or, pour développer le commerce international, une expansion des exportations de charbon britannique s'impose au même titre que l'abolition des barrières de tarifs. Il existe sans doute certaines industries dans lesquelles le progrès des nations peut être encouragé par des arrangements internationaux, mais l'industrie minière n'est pas de celles-là, car l'industrie et le commerce britanniques ayant pour trait distinctif d'être subordonnés aux sources d'approvisionnement de l'étranger pour les matières premières et les denrées alimentaires, nous sommes dans l'absolue nécessité de sauvegarder notre liberté d'action complète en matière d'industries minières et d'exploitation charbonnière. »

Il faut croire que cette concurrence du charbon anglais recommence à gêner les producteurs européens et particulièrement les houillères françaises qui, après avoir opéré une diminution de salaire, annoncent une réduction des heures de travail nécessitée par la diminution des commandes : il y aurait plus d'un million et demi de tonnes de charbon sur le carreau. D'autre part, les premiers arrivages de charbon anglais viennent de faire leur apparition en Allemagne.

vérité, c'est que l'économie capitaliste européenne ne peut pas réussir à se passer du marché d'U. R. S. S. et que les Etats capitalistes, après avoir vainement essayé pendant dix années de détruire par la force ou par l'intrigue le premier Etat prolétarien, se voient obligés de compter avec lui.

D'autre part, dans la situation économique actuelle, l'U. R. S. S. ne peut vivre en dehors de l'économie mondiale. Sans rien abdiquer de ses principes — et l'on sait à quel point par exemple le monopole du commerce extérieur peut faire grincer des dents aux gens réunis à Genève — l'U. R. S. S. a toute sorte de raisons valables pour participer à des conversations, ou même à des accords économiques avec les Etats capitalistes, accords dans lesquels elle peut trouver les possibilités de développement de son industrie, donc le renforcement intérieur des bases sur lesquelles se construit le socialisme en U. R. S. S.

Dans son discours Sokolnikov a déclaré à Genève « qu'il ne doutait nullement de la possibilité d'organiser la co-existence de deux systèmes différents. Cette co-existence, au bout d'une certaine période prouvera que des deux systèmes, le système socialiste écarte le mieux les contradictions économiques. » Cela ne veut pas dire, bien entendu, que nos camarades se contentent simplement d'organiser la co-existence de deux systèmes différents. Tôt ou tard, les deux systèmes devront se heurter et l'un devra faire place à l'autre. La transformation de l'économie mondiale ne s'opérera que progressivement, au fur et à mesure que les Etats capitalistes à la suite de la prise du pouvoir par le prolétariat, se transformeront en Etats prolétariens.

A Genève, l'U. R. S. S. s'intitule aussi le défenseur des masses ouvrières de tous les pays.

**

Le 7 mai dernier, l'*Usine* écrivait : « Il ne faut pas se créer trop d'illusions sur les résultats pratiques qu'on pourra obtenir d'une réunion de personnalités dont les unes sont des fonctionnaires, par conséquent sans liberté réelle, et dont les autres sont les représentants directs des intérêts mis en cause et qui ont exigé, ou fait surgir, ces barrières économiques qu'il s'agit de détruire. » Il est vrai que l'*Usine* représente les intérêts des industries de transformation et qu'elle est opposée à tout cartel international qui abolit la concurrence parmi les producteurs de matières premières en réservant exclusivement à chacun d'entre eux l'entière disposition de son propre marché intérieur. Mais il est certain qu'il est vain d'escompter que la Conférence de Genève apportera aucune amélioration au désordre de l'économie capitaliste ou aux rivalités entre producteurs.

Toute entente entre Etats capitalistes ne peut être considérée par la classe ouvrière que comme une trêve provisoire entre deux guerres. Le capitalisme s'effraye lui-même du malaise économique qui règne sur le monde et en particulier sur l'Europe, et fait apparaître sous un jour cru à tous les travailleurs du monde, les contradictions insolubles d'un régime qui ne vit que sur l'exploitation renforcée du prolétariat et qui ne réussit qu'à détruire par la guerre les richesses mêmes qu'il crée.

Or, les travailleurs savent que rien d'autre que la révolution du prolétariat ne peut mettre un terme à de telles contradictions.

Marcel FOURRIER.

Une leçon : Le Congrès socialiste de Lyon

Qu'entre-t-il au juste de mauvaise foi et d'esprit manœuvrier dans les articles que la presse de droite, en France, consacre à l'activité des socialistes S.F.I.O. ? Il est bien difficile de le dire. « Le Temps », par exemple, offre tous les jours, en première page, une colonne où l'on montre les socialistes dans leur tentatives pour « bouleverser l'ordre social traditionnel ». Cette série d'articles, attentivement suivie par la bourgeoisie, et reflétant particulièrement bien l'opinion des dirigeants de cette bourgeoisie, s'est faite très âpre lors du Congrès qui mit aux prises les fédérations socialistes à Lyon. Elle coïncide avec la lutte menée contre le parti travailliste anglais, considéré encore, après sa conduite durant la grève des mineurs, comme fauteur de troubles sociaux !

Cette presse de droite dont « le Temps » est représentatif, tout à fait dévouée au conservatisme le plus rigoureux et le plus aveugle, fait de gros efforts pour cacher son contentement de voir la social-démocratie toujours plus détachée de son but révolutionnaire social, et par suite toujours plus à même de prêter main-forte à la bourgeoisie : elle pratique le jeu qui consiste à ne présenter l'action d'Amsterdam que comme un duplicata, plus tiède, de l'action « moscoutaire ». Elle démontre journellement comment la victoire décisive du socialisme « français », aussi bien que celle du communisme, ne peuvent être obtenues que par le renversement, à un certain moment, de l'ordre capitaliste.

Or, après tant d'avertissements sévères et de véritables défaites, en U.R.S.S., en Angleterre, en Chine, et dans différentes colonies, la bourgeoisie semble maintenant pousser à fond sa tactique de lutte directe contre le communisme et d'étouffement entre ses bras de la social-démocratie. La bourgeoisie française tente d'attirer dans son cercle de spéculations politiques et économiques cette population de faux aveugles qui s'appellent Jouhaux, Blum, etc..., et y réussit ; par contre elle manifeste clairement son désir de rejeter hors la loi le communisme — s'il continue véritablement à échapper à ce cercle. D'ailleurs si le capitalisme français était conséquent et n'était pas entraîné vers la politique de conciliation par la petite bourgeoisie qui craint les situations tendues (la rente baisse et monte si vite !), il rejeterait aussi bien la social-démocratie que le bolchevisme. C'est cette sorte d'épuration totale, théorique, du camp impérialiste, que « le Temps » préconise sans cesse ; et sans doute la préconise-t-il en sachant pertinemment la fonction définitivement bourgeoise des S.F.I.O., pour les détacher, par contre-coup, des communistes, anti-capitalistes et anti-patriotes conséquents.

On voit pourquoi Blum fait de si grands efforts pour découvrir dans le parti socialiste un mouvement

à gauche. Mais qu'est-ce au juste que ce parti ? Il y a longtemps que ce n'est plus un parti d'organisation, d'action, mais un parti d'opinion, et qui ne retrouve son poids que dans la balance électorale. Il rejoint ainsi peu à peu le parti radical-socialiste, il se détache de plus en plus des masses ouvrières qu'il prétend représenter, et ses seuls véritables chefs sont ses élus, la courageuse cohorte des députés. Le Congrès de Lyon, qui s'ouvrit le mois dernier après la rupture du Cartel des Gauches, après l'affermissement de la politique casse-cou de Briand et de la tactique périlleuse et brutale de Poincaré-Sarraut, en pleine renaissance de l'impérialisme français qui attend la fin de ses embarras financiers pour entreprendre ses grands et véritables travaux d'extension, montra assez clairement le rôle maintenant dévolu au parti socialiste français : ou disparaître, ou appuyer la bourgeoisie. Selon ces excellents traditionnalistes, il ne faut pas condamner un régime économique au risque de faire périr une civilisation ! Comment un gouvernement d'Union Nationale ne songerait-il pas à utiliser un parti en si bonnes dispositions ? Tactique pour tactique, et du moment que les bases économiques fondamentales du capitalisme sont encore intactes, il faut jouer serré ; car ce ne sont plus, pour la bourgeoisie, des défaites partielles qui sont en jeu, mais c'est un désastre complet qui devient possible.

**

On a beaucoup parlé, à ce Congrès socialiste, de motions. Des quatre procès verbaux de la carence social-démocrate qui étaient en présence, et dont aucun n'était signé par Blum, un seul, patronné par Paul Faure, donnait aux assises de ce parti une possibilité d'unanimité. On mit donc tout en œuvre pour faire abandonner aux extrémistes (nuance Maurain-l'Étincelle), et aux droitiers, aux vulgaires amateurs de portefeuilles, leurs motions respectives. En définitive Renaudel et Poisson, ne se souciant pas de former une fraction réduite à l'impuissance, votèrent la motion Paul Faure. Et c'est cela, rien que cela, que Blum qualifie de mouvement à gauche ! Il faudrait savoir un peu ce que cachait cette motion Paul Faure : 1° Le parti socialiste pourra encore s'entendre avec les radicaux ; 2° Tout contact sérieux avec le parti communiste doit être empêché ; 3° Une condition sine qua non permettrait la collaboration avec le parti communiste : la rentrée de celui-ci dans le sein de la II^e Internationale. Où y a-t-il là, sur l'attitude passée de ce parti, un progrès vers la « gauche » ?

Blum, à défaut de celle d'un homme d'Etat possède l'étoffe d'un psychologue et il nous apprend succinctement ce que signifie ce mouvement à gauche